

LABLABO SAS

JUVIGNY - France | Fabrication d'articles en matières plastiques

EVID: BQ134099



Date de publication : 29 avr. 2024

Valable jusqu'au : 29 avr. 2025

Performance en matière de RSE

● Insuffisante

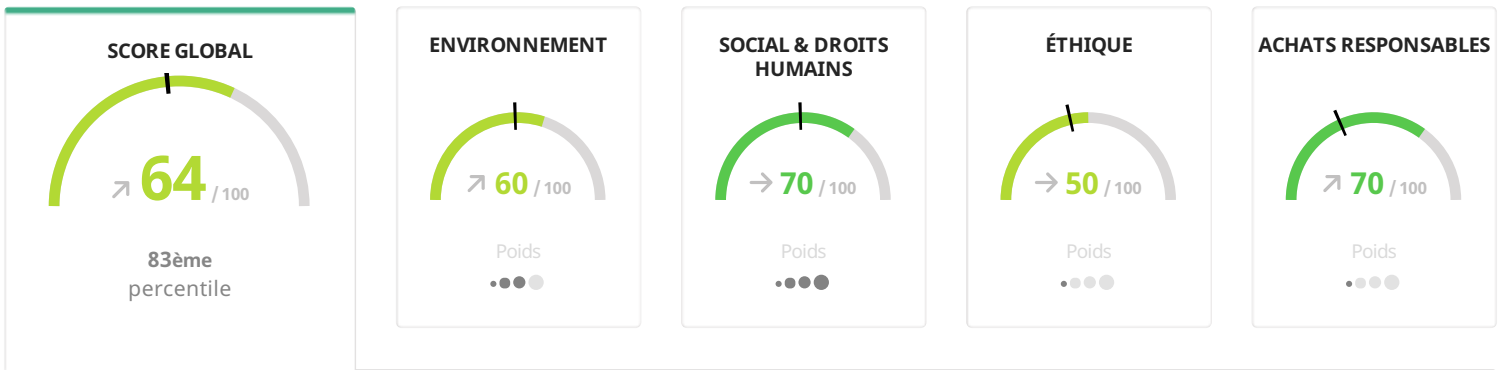
● Partielle

● Adaptée

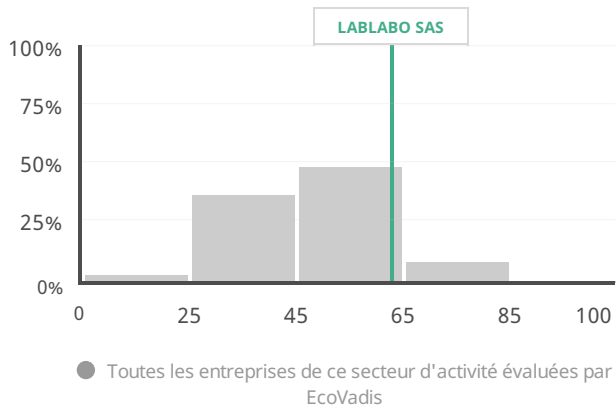
● Avancée

● Excellente

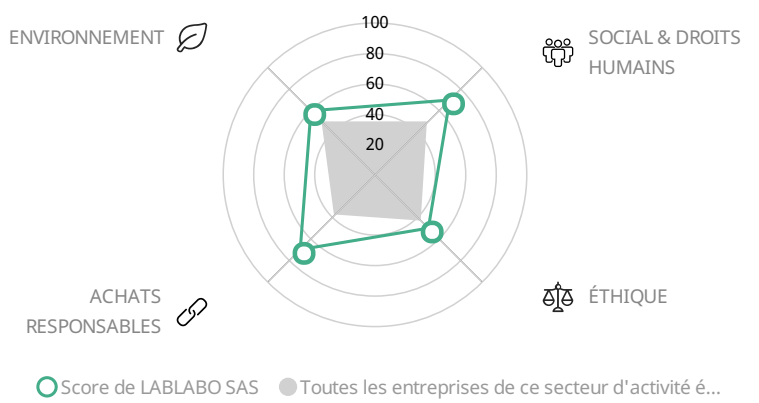
— Score moyen



Répartition des scores globaux



Comparaison des scores de thème



Forces et points d'amélioration



Forces

Politiques

Forces

Objectifs quantitatifs fixés sur les matières premières, produits chimiques et déchets

Politique environnementale sur les matières premières, produits chimiques et déchets

Politique environnementale sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre

Actions

Forces

Tri interne et élimination des déchets en fonction des flux de déchets

Actions ou formations pour sensibiliser les employés à la réduction et au tri des déchets

Procédure d'alerte et de réponse d'urgence spécifique à l'entreprise en matière de santé et sécurité des clients

Fourniture de fiches de données de sécurité (FDS)

Fourniture d'informations spécifiques aux clients concernant la fin de vie du produit

Processus formalisé pour évaluer et documenter les risques liés à la santé et sécurité du consommateur

Produits conçus en vue d'un recyclage aisé

Certification environnementale spécifique [ISCC Plus]

Résultats

Forces

Reporting sur le poids total de déchets valorisés

Reporting sur la consommation totale d'eau

Reporting sur le poids total des déchets non dangereux

Reporting sur les matières premières recyclées

Reporting de la consommation totale d'énergie

Points d'amélioration

Politiques

Priorité

Points d'amélioration

Moyenne

Politiques environnementales basiques : manquent de détails sur des questions spécifiques


Moyenne

Absence de documentation concluante relative aux politiques de gestion de l'eau

Moyenne

Absence de documentation concluante relative aux politiques sur la fin de vie des produits

| | |
|------------------|---|
| Moyenne | Absence de documentation concluante relative aux politiques de santé et de sécurité des consommateurs |
| Faible | Absence de documentation concluante relative aux politiques sur la pollution de l'air |
| Faible | Aucune information concluante sur l'adhésion à des principes ou initiatives externes sur les questions environnementales |
| Actions | |
| Priorité | Points d'amélioration |
| Moyenne | Aucune information sur les mesures concernant la consommation d'énergie ou les GES |
| Faible | Déclare des mesures sur la gestion de l'eau mais aucune documentation disponible |
| Faible | Aucune information sur des mesures concernant la pollution de l'air |
| Faible | Aucune information sur les mesures concernant les matières dangereuses |
| Résultats | |
| Priorité | Points d'amélioration |
| Élevée | Reporting insuffisant sur les problématiques environnementales |
| Faible | Aucune information sur les reporting au sujet du poids total des déchets dangereux |
| Faible | Pas d'information relative au reporting sur la consommation totale d'énergies renouvelables |
| Faible | Aucune information relative au reporting sur le poids total des polluants atmosphériques |
| Faible | Aucune information relative au reporting sur la quantité totale d'eau recyclée et réutilisée |
| Faible | Aucune information relative au reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 1 |
| Faible | Aucune information relative au reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 2 (selon le marché ou la localisation) |

| | |
|---|------------|
|  Social & Droits Humains | Poids ●●●● |
| Forces | |
| Politiques | |
| Forces | |
| Politique sociale et de droits humains sur la diversité, l'équité et l'inclusion | |
| Politique sociale et de droits humains sur le travail des enfants, le travail forcé et le trafic d'êtres humains | |
| Politique sociale et de droits humains sur les conditions de travail | |
| Politique sociale et de droits humains sur la santé et la sécurité des employés | |
| Politique standard une majorité de questions sociales ou de droits humains | |

Actions

Forces

Discussions formelles avec les employés sur leur développement de carrière

Inspections ou audits de sécurité de l'équipement

Autres actions relatives à la santé et à la sécurité des employés

Rémunération des heures de travail supplémentaires ou atypiques

Régime de primes lié à la performance de l'entreprise

Organisation flexible du travail (ex. travail à distance, horaires flexibles)

Couverture des salariés en soins de santé

Actions visant à promouvoir l'égalité des salaires au travail

Certification spécifique sur les questions sociales ou liées aux droits humains [ISCC Plus]

Fourniture d'équipements individuels de protection pour les employés concernés

Évaluation des risques en matière de santé et de sécurité des employés

Évaluation régulière de la performance individuelle

Examen de santé régulier des employés

Formation visant à développer les compétences

Formation des employés sur les risques pour la santé et la sécurité ainsi que les meilleures pratiques de travail

Résultats

Forces

Reporting sur le pourcentage de femmes employées dans toute l'entreprise

Points d'amélioration

Politiques

Priorité

Points d'amélioration

Moyenne

Absence de documentation concluante relative aux politiques de gestion des carrières et de formation

Faible

Aucun objectif quantitatif sur les questions sociales et de droits humains

Faible

Aucune information concluante sur l'adhésion à des principes ou initiatives externes sur les questions en lien avec le social et les droits humains

Actions

Priorité

Points d'amélioration

Moyenne

Déclare des mesures visant à prévenir le travail des enfants et / ou le travail forcé, mais aucune documentation à l'appui disponible

Résultats

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Reporting insuffisant sur les problématiques sociales et liées aux droits humains

Faible

Reporting déclaré sur le nombre moyen d'heures de formation par employé, mais aucun document justificatif disponible

Faible

Reporting déclaré sur le nombre de jours perdus pour cause de blessure, décès et maladie liés au travail, mais aucun document justificatif disponible

Faible

Reporting déclaré sur le nombre d'accidents liés au travail comptabilisables, mais aucune documentation justificative n'est disponible

Faible

Aucune information relative au pourcentage d'employés issus de groupes minoritaires et/ou vulnérables dans l'ensemble de l'organisation



Éthique

Poids ●●●●

Forces

Politiques

Forces

Politiques standards sur la majorité des sujets d'éthique

Politique sur les conflits d'intérêts

Sanctions disciplinaires en cas de violation des politiques

Politique en matière de sécurité de l'information

Politique sur la corruption

Actions

Forces

Formation de sensibilisation pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information

Points d'amélioration

Politiques

Priorité Points d'amélioration

Faible

Absence de documentation concluante relative aux politiques sur la fraude

Faible

Aucune information concluante sur l'adhésion à des principes ou initiatives externes sur les questions d'éthique

Actions

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Documentation non concluante concernant les évaluations des risques de corruption

Élevée

Documentation non concluante concernant les évaluations des risques de sécurité de l'information

Moyenne

Documentation non concluante sur la formation de sensibilisation pour prévenir toute forme de corruption

Faible

Documentation non concluante sur les audits des procédures de contrôle en matière de corruption

| | |
|--------|---|
| Faible | Documentation non concluante sur la procédure d'approbation pour les transactions sensibles (p. ex. cadeaux d'affaire, invitations) |
| Faible | Documentation non concluante sur un programme de diligence raisonnable sur les tiers en matière de lutte contre la corruption |
| Faible | Documentation non concluante sur les mesures relatives à une procédure d'alerte pour signaler toute forme de corruption |

 Achats Responsables Poids ●●●●

Forces

Politiques

Forces

Politiques standards sur les achats responsables

Actions

Forces

Le code de conduite RSE pour les fournisseurs est mis en œuvre

Certification spécifique sur les achats responsables [ISCC Plus]

Évaluation régulière des fournisseurs (p.ex. questionnaires) sur leurs pratiques environnementales et sociales

Résultats

Forces

Déclare ne pas utiliser d'étain, de tantale, de tungstène, d'or, ni leurs dérivés (non vérifié)

Points d'amélioration

| Actions | Priorité | Points d'amélioration |
|--|----------|-----------------------|
| Absence de documentation concluante sur l'intégration de clauses sociales ou environnementales dans les contrats fournisseurs | Élevée | |
| Absence de documentation concluante concernant l'analyse des risques RSE (c'est-à-dire, avant les évaluations ou audits des fournisseurs) | Moyenne | |
| Absence de documentation concluante sur la formation des acheteurs aux problématiques sociales et environnementales au sein de la chaîne d'approvisionnement | Moyenne | |
| Absence de documentation concluante concernant les audits sur site des fournisseurs eu égard aux problématiques environnementales ou sociales | Moyenne | |

Observations « Veille 360° »

29 mars 2024 |

Impact sur le score

Neutre →

valide du 30 avr. 2024 au 29 avr. 2029

No records found for this company on Compliance Database

Commentaires spécifiques

 Aucun résultat dans la base de données de risque et de conformité des tiers.

 Depuis la dernière évaluation, le score global a augmenté grâce à la mise en place de politiques supplémentaires.

 Depuis la dernière évaluation, le score global a augmenté grâce à la mise en place de mesures supplémentaires.

Les clauses de non-responsabilité ci-dessous s'appliquent à vous si vous n'avez pas de relation contractuelle avec EcoVadis :

- (1) Cette Fiche d'évaluation dispose d'une validité de douze (12) mois à compter de sa date d'émission.
- (2) La notation et cette Fiche d'évaluation ont été préparées sur la base des informations fournies par l'entreprise évaluée et conformément aux bonnes pratiques du secteur et à la méthodologie EcoVadis, qui peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises effectuant des évaluations similaires. EcoVadis décline toute responsabilité quant aux actions et/ou décisions prises par un tiers, y compris toute décision d'investissement, sur la base des évaluations et/ou de la présente Fiche d'évaluation.
- (3) Cette Fiche d'évaluation repose sur des informations communiquées et des news mises à la disposition d'EcoVadis au moment de l'évaluation. Si des informations ou des circonstances changent sensiblement au cours de la période de validité de la Fiche d'Évaluation, EcoVadis se réserve le droit de retirer temporairement la Fiche d'Évaluation, afin de réévaluer et d'octroyer éventuellement une Fiche d'évaluation révisée.
- (4) La présente Fiche d'évaluation est la propriété intellectuelle d'EcoVadis et ne doit pas :
 - (i) faire l'objet d'une copie, d'une modification, d'une traduction, d'une publication, d'une reproduction ni/ou
 - (ii) être utilisée dans le cadre de ou en lien avec toute autre évaluation RSE, sauf convention contraire dans un accord écrit signé avec EcoVadis.
- (5) La présente Fiche d'évaluation contient des informations EcoVadis confidentielles. Sauf convention contraire dans un accord écrit signé avec EcoVadis, cette Fiche d'évaluation et la notation ne doivent pas
 - (i) être utilisées par un tiers dans le cadre de ou en lien avec toute activité génératrice de revenus ni
 - (ii) être partagées avec d'autres individus ou entités ; elles ne peuvent être utilisées que pour les besoins internes d'un tiers.
- (6) Seule la Fiche d'évaluation d'une entreprise évaluée disposant d'un abonnement Select peut être utilisée à des fins RSE (prêts « verts » et produits similaires).